



Chapitre I. La rive gauche de l'Amazone : de la marge coloniale à la protection de l'environnement

François-Michel Le Tourneau

► To cite this version:

François-Michel Le Tourneau. Chapitre I. La rive gauche de l'Amazone : de la marge coloniale à la protection de l'environnement. Amazonie brésilienne. Usages et représentations du territoire, Éditions de l'IHEAL, pp.41-59, 2017, 10.4000/books.iheal.3172 . hal-02536871

HAL Id: hal-02536871

<https://hal.science/hal-02536871>

Submitted on 8 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



François-Michel Le Tourneau (dir.)

Amazonie brésilienne Usages et représentations du territoire

Éditions de l'IHEAL

Chapitre I. La rive gauche de l'Amazone : de la marge coloniale à la protection de l'environnement

François-Michel Le Tourneau

DOI : 10.4000/books.iheal.3172
Éditeur : Éditions de l'IHEAL
Lieu d'édition : Éditions de l'IHEAL
Année d'édition : 2017
Date de mise en ligne : 24 mai 2018
Collection : Travaux et mémoires
ISBN électronique : 9782371540385



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

LE TOURNEAU, François-Michel. *Chapitre I. La rive gauche de l'Amazone : de la marge coloniale à la protection de l'environnement* In : *Amazonie brésilienne : Usages et représentations du territoire* [en ligne]. Paris : Éditions de l'IHEAL, 2017 (généré le 07 mai 2019). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/iheal/3172>>. ISBN : 9782371540385. DOI : 10.4000/books.iheal.3172.

Chapitre I

La rive gauche de l'Amazone : de la marge coloniale à la protection de l'environnement

FRANÇOIS-MICHEL LE TOURNEAU

SÉPARÉE de Belém et du fleuve Tocantins, qui était la grande voie de communication vers le sud du Brésil, la rive gauche de l'Amazone offre plusieurs caractéristiques qui légitiment le fait de la considérer comme un ensemble géographique relativement cohérent, comprenant deux parties très distinctes, mais complémentaires.

La première est constituée par le nord de la vallée de l'Amazone et par les basses vallées de ses principaux affluents. Bien qu'éloignée du reste du Brésil, cette partie est facilement accessible par la navigation fluviale. Elle a vu l'apparition, d'abord autour des missions et des noyaux urbains, puis de manière de plus en plus disséminée, de populations riveraines métisses qui se rattachent aux *caboclos* amazoniens. Ici, l'isolement n'est que relatif ; il est bien moins prononcé que dans la haute Amazonie, sur les fleuves Solimões ou Rio Negro. Pour cela, la composante amérindienne est moins marquée et la composante noire de la population plus forte, puisque la région a vu l'implantation d'une économie commerciale

fondée sur le travail esclave. Les circulations avec les îles du Pará ou avec la région de Santarém sont intenses.

En contrepoint, la seconde partie de la région est au contraire très isolée et très peu peuplée, ce qui a permis à certaines ethnies amérindiennes de s'y maintenir ou de s'y réfugier. Paradoxalement, ces deux parties forment un ensemble cohérent, voire un système de pays/arrière-pays. Malgré l'isolement, il y a en effet eu des circulations et des contacts entre les deux parties, et la réserve d'espace et de ressources constituée par la seconde est régulièrement utilisée par les groupes sociaux de la première.

Un territoire tardivement dominé

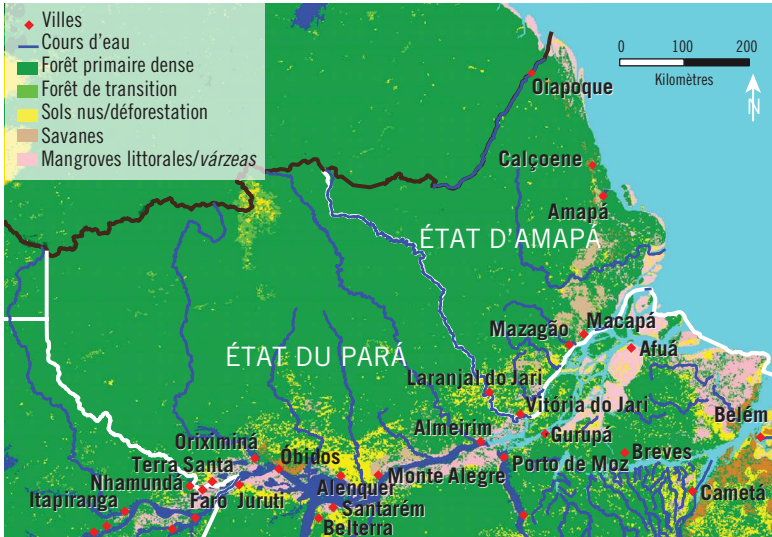
Une région disputée

Durant la période coloniale, la domination portugaise met du temps à se mettre en place sur la vallée de l'Amazone, et particulièrement sur la rive gauche, où elle demeure longtemps restreinte à des petits forts isolés.

Les Portugais ne sont pas les premiers à arriver en Amazonie puisque le navigateur espagnol Pinzón décrit l'embouchure du grand fleuve dès 1500. Des navigateurs et des commerçants d'autres nations d'Europe, en particulier la France, les Pays-Bas et l'Angleterre, apparaissent régulièrement à partir de cette époque, tentant de s'implanter dans la région et de concurrencer les établissements portugais.

Durant tout le ^{xvi}^e siècle, on assiste donc à une dispute entre puissances coloniales en Amazonie et particulièrement à l'embouchure du grand fleuve. Au sud, le Portugal établit sa domination au début du ^{xvii}^e siècle. Après avoir contré la tentative française d'installation à São Luís, il verrouille la navigation sur le Tocantins en fondant le fort de Belém (1616). Mais sur le canal principal de l'Amazone, la lutte entre les quatre nations demeure encore indécise.

Carte 2. Principales localités actuelles de la vallée de l'Amazonie



Source : IBGE. © FMLT.

Des forts sont érigés dans chaque localité par les Portugais. Ils reprennent des forts abandonnés ou les ravissent à leurs adversaires pour les remplacer par leurs propres implantations. Ainsi, en 1623, les Portugais s'emparent du fort des Tucujus, construit par les Hollandais, et le remplacent par un fort qu'ils nomment Santo Antônio de Gurupá. En 1632, à proximité de l'emplacement actuel de la ville de Macapá, ils prennent aux Anglais le fort de Cumau, qu'ils renforceront en 1685 en créant le fort Santo Antônio de Macapá (cf. carte 2 ci-dessus)¹.

Ils continuent par la suite à fortifier leurs positions pour contrôler la navigation fluviale : en 1690, une fortification voit le jour à proximité de la ville actuelle d'Almeirim sous le nom de Forte do Desterro ou Forte do Paru ; presque au même moment (en 1698) est créé, à Óbidos, le Forte de Santo Antônio dos Pauxis. Ce dernier possède une importance stratégique puisque, à cet endroit, l'Amazonie se resserre et ne mesure plus que

1. C. Evans et B. J. Meggers, « Archeological Investigations at the Mouth of the Amazon », *Bulletin of the Bureau of American Ethnology*, n° 167, 1957.

2 km de large, ce qui permet au fort de contrôler efficacement la navigation. En parallèle, le Portugal explore aussi le fleuve et ses affluents, notamment avec l'expédition de Pedro Teixeira en 1637.

Au fur et à mesure, donc, la domination portugaise s'affirme en Amazonie. Trop loin de leurs bases, Anglais et Hollandais cessent leurs raids. Seuls les Français, qui peuvent s'appuyer sur leur implantation en Guyane, continuent à concurrencer les Portugais. Quelques affrontements directs se produisent, avec notamment la prise du fort de Macapá par le marquis de Férolles en 1697. Pour autant, si la rivalité entre la France et le Portugal pour le littoral de l'Amapá va persister jusqu'au ^{xix}^e siècle, on peut considérer que, dès la fin du ^{xvii}^e siècle, le Portugal domine exclusivement non seulement la vallée de l'Amazone, mais aussi sa rive nord, puisque toute communication avec cette région se fait en remontant les rivières qui la parcourent et qui se jettent dans le grand fleuve.

Cette domination ne s'exerce directement que dans une moindre mesure, malgré le semis de forts que nous venons de décrire, qui donneront chacun naissance à une bourgade. Elle s'exerce surtout de manière interposée par le biais d'alliances avec certaines nations amérindiennes, opposées à d'autres nations qui, elles, sont alliées à des commerçants français ou hollandais. C'est ainsi qu'en 1654, aidé par João de Bittencourt Muniz, les Aruaques, alliés des Portugais, battent les Anybas sur le Jari (ou plutôt, sans doute, un groupe de guerriers *aruaque* razzie quelques villages *anybas*), faisant au passage de nombreux captifs qui seront vendus comme esclaves aux Portugais².

Un faible développement économique durant la période coloniale

Après avoir établi leur domination au ^{xvi}^e siècle, les Portugais renforcent leurs positions dans la vallée de l'Amazone aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Ils améliorent pour cela la série de forts destinés à contrôler la navigation. À Macapá, par exemple, plusieurs forts sont bâtis, avant que ne soit édifée une puissante forteresse de 1764 à 1782, sur le modèle de Vauban. En parallèle, d'importants efforts sont consentis par les ordres religieux

2. A. C. Ferreira Reis, *Limites e demarcações na Amazônia brasileira*, Rio de Janeiro, Imprensa nacional, 1947.

afin de fonder des missions et de concentrer autour d'elles des villages amérindiens : apparaissent par exemple la mission de Gurupatuba (future Monte Alegre) en 1657, ou la mission de Pauxis (future Óbidos) en 1697. Cette politique a cependant peu de succès, l'importante mortalité dans ces missions (notamment par la transmission de maladies infectieuses auxquelles les Amérindiens sont particulièrement sensibles) entraînant un résultat contraire à celui espéré : un dépeuplement de l'espace nouvellement conquis. La colonisation est donc extrêmement clairsemée le long de la vallée de l'Amazone, réduite à quelques îlots formés par des missions, souvent abandonnées et reconstruites plusieurs fois. Entre ces îlots subsistent d'immenses territoires dépeuplés, comme la basse vallée du Jari ou celle du Trombetas.

Le récit de voyage du frère Francisco de São Manços est intéressant pour comprendre la situation de la vallée du Trombetas au premier tiers du XVIII^e siècle³. Responsable de la mission de Nhamundá (actuelle Faro, dans la vallée de l'Amazone), ce religieux entreprend de remonter le fleuve en 1727 et 1728 afin de localiser et d'attirer autour de sa mission des Indiens isolés installés en amont des principaux sauts. On comprend par son récit que la vallée moyenne du Trombetas était en réalité presque déserte à l'époque, les Amérindiens ayant soit rejoint les missions et disparu du fait des épidémies récurrentes, soit fui vers l'amont des rivières, loin de la présence portugaise. L'effort des missionnaires est donc de faire « descendre » toujours plus d'Amérindiens pour repeupler les missions ou former des villages à proximité.

Craignant que le « vide » de cet espace ne permette à d'autres nations de s'en emparer, le gouvernement portugais commence également au XVIII^e siècle à inciter à l'occupation concrète de l'espace amazonien par des colons venus de l'extérieur. Il déplace ainsi en 1751 la capitale de l'État de Grão Pará-Maranhão à Belém, la rapprochant de l'Amazone, région qui fait, depuis la signature du traité de Madrid l'année précédente, officiellement partie de l'empire portugais⁴. En 1770, dans le but

3. A. Porro, « Notas sobre o antigo povoamento indígena do alto Trombetas e Mapuera », *Boletim museu paraense Emílio Goeldi. Ciências humanas*, vol. 3, n° 3, 2008.

4. Jusqu'au traité de Madrid (1750), la répartition entre l'empire d'Espagne et celui du Portugal est encore celle fixée par le traité de Tordesillas (1494), qui place la plus grande partie du Brésil dans l'empire d'Espagne. Cependant, les Portugais avaient depuis longtemps dépassé cette limite, notamment par des artifices cartographiques.

de peupler cet espace, la population de la ville de Mazagão, au Maroc, est transférée dans un lieu qui sera baptisé du même nom, un peu en aval de Macapá⁵. Le gouvernement du marquis de Pombal vise aussi à développer économiquement une région riche en ressources naturelles, mais peu exploitée, ainsi qu'à contrer l'influence des missions jésuites qui représentent la plus grande partie de l'économie amazonienne et qui constituent, à ses yeux, un véritable État dans l'État. Leur expulsion en 1757 donnera un élan important au développement d'une bourgeoisie locale en éliminant la concurrence sur le plan économique.

Durant le XVIII^e siècle, une économie agricole se développe donc en Amazonie. Elle concerne avant tout les régions proches de Belém et l'île de Marajó et s'étend peu à peu vers la vallée du grand fleuve après 1750. Mais le commerce entretenu avec la métropole est très limité, tout au moins jusqu'à ce qu'un nouveau produit apparaisse : le cacao. D'abord récolté dans les forêts, puis planté, celui-ci devient la principale exportation amazonienne (et l'un des principaux produits provenant du Brésil) dans la seconde moitié du XVIII^e siècle et jusque vers 1850⁶. Dès lors, deux concurrences se font sentir de manière de plus en plus forte. D'un côté, les plantations de cacao de la Bahia qui montent en puissance et sont plus productives que celles de l'Amazone. De l'autre, l'économie du caoutchouc attire la main-d'œuvre et oriente de plus en plus les circuits économiques. En 1910, la part du Pará représentera moins de 10 % du total du cacao exporté par le Brésil.

Mais le développement de l'agriculture se heurte à la question de la faible disponibilité de la main-d'œuvre. Les colons européens sont peu nombreux – le faible succès de l'implantation de Mazagão montre combien il leur est difficile de s'installer. Une grande partie des Amérindiens sont sous la coupe des missions jésuites, ce qui les met hors de portée (en principe) des chasseurs d'esclaves. Pour remédier à ces problèmes, la compagnie commerciale du Grão Pará Maranhão est créée en 1755. Elle détiendra pendant vingt ans, entre autres privilèges, le monopole de la navigation avec l'Amazonie. Le trafic d'esclaves

5. L. Vidal, *Mazagão, la ville qui traversa l'Atlantique : du Maroc à l'Amazonie (1769-1783)*, Paris, Aubier, 2005.

6. D. Alden, « The Significance of Cacao Production in the Amazon Region During the Late Colonial Period: An Essay in Comparative Economic History », *Proceedings of the American Philosophical Society*, vol. 120, n° 2, 1976, p. 103-135.

depuis le golfe de Guinée, un autre monopole qui lui est concédé, sera sa principale activité : si l'on estime que 3 000 esclaves seulement ont été déportés vers l'Amazonie jusqu'en 1755, ce sont près de 12 000 esclaves qui le seront durant les vingt-trois années d'existence de la compagnie, et 30 000 entre 1778 et 1820⁷. Leur présence est perçue comme d'autant plus nécessaire qu'en 1755 une loi libère les Amérindiens et les rend égaux aux citoyens portugais⁸. Alden montre que le passage de la récolte du cacao sauvage à une économie de plantation explique cette importante croissance de la main-d'œuvre esclave⁹.

La vallée de l'Amazone devient une région dans laquelle les esclaves représentent donc une fraction élevée de la population, bien qu'inférieure à celle trouvée autour de Belém. Selon Acevedo et Castro, en 1823, 15 % de la population de la commune de Santarém (23 845 personnes) est esclave¹⁰. En 1872, le recensement du Pará indique encore la présence de 27 458 esclaves sur une population totale recensée de 276 237 personnes, soit environ 10 %¹¹. Malgré cela, l'économie du cacao demeure précaire, notamment en raison des fluctuations des cours, mais aussi des difficultés liées à la main-d'œuvre. Les esclaves sont chers dans la province du Pará, et nombreux sont ceux qui fuient et se réfugient loin dans la forêt, hors d'atteinte de leurs poursuivants. Pour autant, la mémoire des plantations est encore vive et Figueira souligne l'association faite par les habitants de la communauté *quilombola* de Bom Jardim entre les cacaoyers et la période de l'esclavage¹².

Malgré l'expansion (relative) des plantations, l'occupation de la vallée de l'Amazone par les Portugais demeure modeste et discontinue. Comme

7. J. Cândido Lopes Ferreira, « Organização social e regimes de propriedade numa comunidade quilombola paraense », thèse de doctorat en anthropologie, Universidade Federal de Minas Gerais, 2012.

8. Bien qu'il faille noter que, dès 1787, le travail forcé est rétabli pour les Amérindiens, en principe tenus de résider et travailler dans des villages dirigés par des « directeurs » et fondés en réalité sur le modèle des missions expulsées peu avant par le marquis de Pombal.

9. D. Alden, *op. cit.*

10. R. Acevedo et E. Castro, *Negros de Trombetas: guardiães de matas e rios, Belém*, Cejup/UFPA-NAEA, 1998, p. 50.

11. Cf. www.nphed.cedeplar.ufmg.br

12. C. L. Figueira, « História de negros no baixo amazonas: Bom Jardim, estudo de caso de uma comunidade quilombola em busca da sua identidade (1996-2006) », *Revista Nupem*, vol. 3, n° 4, 2011, p. 137-153.

les colons sont très peu nombreux, leur présence ne s'étend presque pas vers l'intérieur et les principaux affluents du grand fleuve demeurent peu fréquentés. À la fin du XVIII^e siècle, la population des principaux villages présents sur la rive gauche reste dérisoire : 330 personnes à Almeirim, 450 à Alenquer, 686 à Monte Alegre, 640 à Óbidos, 300 à Faro¹³... Au total, moins de 2 500 habitants pour plus de 1 000 km le long du fleuve. Une grande partie de ces habitants sont des Amérindiens descendus du haut des fleuves, incités par les missionnaires à les rejoindre. Ils ont connu plusieurs phases de métissage : tout d'abord entre nations amérindiennes, puisque les missionnaires attiraient autour d'eux des groupes distincts qui fusionnaient au fur et à mesure, notamment en raison de leur étiollement dû à des épidémies successives ; puis avec les quelques colons européens présents ou avec les métis provenant des villes et pratiquant le négoce avec l'intérieur ; et finalement avec les populations esclaves, au sein des plantations ou à leur marge.

Ce métissage est aussi culturel¹⁴. Un complexe de croyances original se met en place, mêlant foi catholique, créatures surnaturelles et système thérapeutique fondé sur la prière et les plantes médicinales, ainsi que sur des sous-produits animaux. La facette économique de cette culture agrège une partie des connaissances écologiques et agronomiques des Amérindiens, tout en privilégiant les produits consommés par les Européens. De même, elle mélange le semi-nomadisme amérindien et le sédentarisme européen en inventant de nouvelles formes de mobilité, fondées sur l'unité familiale et non plus sur un groupe social élargi. C'est la base à partir de laquelle apparaît la population *cabocla* à compter du XVIII^e siècle. On notera que cette population est presque invisible dans les documents historiques. En effet, les récits de voyage du début du siècle insistent davantage sur les villes et les villages et décrivent peu souvent les familles isolées qui vivent autour d'elles.

Or, il existe une population rurale, certes peu dense, mais importante proportionnellement à la population totale de la province du Pará. Elle

13. J. V. M. de Braun, « Roteiro coreográfico da viagem que Martinho de Souza e Albuquerque, governador e capitão geral do Estado do Brazil, determinou fazer ao Rio das Amazonas, em a parte que fica entre a capitania de Grão-Pará: tudo em destino de ocularmente observar e socorrer a praça, fortalezas e povoações que lhe são confrontantes », *Jornal do Instituto histórico e geográfico brasileiro*, 2^e série, vol. 5, n° 15, 1849, p. 289-336.

14. M. Harris, 1996, *op. cit.*

est considérée comme inférieure, notamment du fait de sa culture métisée, par la bourgeoisie urbaine, en général descendante d'Européens. La rupture entre les deux classes se manifeste de manière extrêmement violente lors de la révolte de la Cabanagem, de 1835 à 1840, lors de laquelle les deux groupes s'affrontent féroce­ment. La plupart des petites villes du val de l'Amazone sont prises, tenues quelque temps puis perdues (et parfois encore reprises) par les *cabanos*, qui sont finalement réprimés. Mais les nombreuses années de troubles ont profondément affecté à la fois le peuplement de la région, qui est dans certains cas retombé à son niveau du XVIII^e siècle et le système économique local, presque complètement désorganisé. On peut cependant souligner que la durée de la révolte et les faits d'armes des *cabanos* montrent clairement l'importance, y compris numérique, de cette population rurale *cabocla*, invisible par ailleurs.

Le cycle extractiviste

Au XIX^e siècle, l'extraction de nouvelles ressources de la forêt sup­plante peu à peu l'économie du cacao. Désormais, en plus des peaux d'animaux, les marchés sont demandeurs de latex, de noix du Brésil, de salsepareille ou d'huiles, comme la copaïba.

L'exploitation est en général réalisée par les familles habitant de manière dispersée le long des fleuves, en lien avec des commerçants installés dans les petites villes de la région. Ce système de relation commerciale se renforce peu à peu et évolue vers un patronage, dans lequel le vendeur fait exclusivement affaire avec un patron en échange de meilleurs tarifs ou, le plus souvent, de crédits. Il y a donc un lien fort entre le monde de la forêt et celui de la ville, et les grandes familles de cette époque ont besoin de leurs nombreux clients pour approvisionner leurs entrepôts. Si ce système est très proche de l'*aviamento* que l'on verra s'imposer, par la violence, dans d'autres régions de l'Amazonie, il est moins brutal, semble-t-il, sur la rive gauche de l'Amazone, même si Wagley rappelle que les grands propriétaires tenaient aussi leurs « clients » grâce à leurs hommes de main¹⁵. L'une des raisons que l'on peut avancer est que, moins riche en hévéa que

15. C. Wagley, 1976, *op. cit.*

d'autres zones (on trouve surtout de la *balata*, une autre forme de latex), la rive gauche de l'Amazonie n'a pas attiré de courant migratoire externe important à cette époque. Les familles intégrées dans les réseaux de patronage sont donc des familles installées dans la région depuis longtemps, ou au moins des familles qui connaissent déjà le milieu amazonien, et non des migrants venus d'autres régions du Brésil, peu connaisseurs de leur environnement et totalement à la merci de leur employeur. Rosa Acevedo et Edna Castro informent à ce propos que, jusqu'au tournant du ^{xx}e siècle, les extractivistes de la région comprise entre Santarem et le Rio Trombetas collectent et vendent librement leur production, aussi bien auprès des *regatões* (commerçants ambulants) que des commerçants urbains. Dans cette région, les relations de patronage s'installent vers 1890 et s'intensifient progressivement jusqu'à la fin des années 1960¹⁶.

Cela ne signifie cependant pas qu'il n'y ait pas eu de circulation de main-d'œuvre au niveau régional. Au contraire, on voit aujourd'hui encore des familles dont l'origine se trouve dans certaines zones plus peuplées, comme les îles du Pará, et dont les arrière-grands-parents ont émigré vers le Jari ou le Trombetas au début du ^{xx}e siècle, souvent recrutés par des patrons pour effectuer la collecte de produits de la forêt durant la saison. De fait, une grande partie des produits est récoltée de manière saisonnière, entraînant des migrations temporaires vers des régions plus isolées. On trouve ainsi de nombreux témoignages insistant sur l'importance des déplacements vers le cours moyen du fleuve Trombetas lors de la saison des œufs de tortue, puis de la noix du Brésil¹⁷. Celui de Paul Lecointe, plus général, est particulièrement intéressant, car il résume en peu de mots une grande partie des traits du mode de vie des *caboclos* de cette région, dont leur dispersion dans le milieu rural et leur importante mobilité :

« Il est curieux de voir comment, à l'époque de la "safrá" [récolte], reparaissent les habitudes encore un peu nomades de la population amazonienne. Dès le mois de décembre, abandonnant sa maison, ses plantations et toutes ses occupations habituelles, le "caboclo" entasse ses maigres bagages et quelques provisions dans un minuscule canot, et accompagné de toute sa famille, s'embarque pour le "castanhal" ; tant

16. R. Acevedo et E. Castro, *op. cit.*

17. E. A. Funes, « Mocambos do Trombetas: memoria e etnicidade », in F. Gomes et M. del Priore (dir.), *Os senhores dos rios*, São Paulo, Campus/Elsevier, 2004, p. 226-257.

bien que mal accroupis sur les caisses, la femme et les enfants de tout âge font force de pagaies, tandis qu'à la poupe, les jambes croisées, tirant d'énormes bouffées de fumée d'une longue cigarette roulée dans un morceau d'écorce de "tauari", l'homme maintient le "jacumã" sous son bras replié. Pendant des journées, ils voyageront ainsi, s'arrêtant le soir chez quelque connaissance que l'exemple décide et qui, le lendemain, son canot pareillement équipé, s'en ira de même chercher la fortune, assurée cette fois, puisque la nouvelle est connue, on la répète partout : il n'y a jamais eu autant de noix que cette année¹⁸ ! »

Intéressés à renforcer leur exclusivité sur les produits collectés, les patrons développent souvent des stratégies foncières en parallèle de leur commerce et du patronage, forts de leur maîtrise du droit et leur transit auprès des autorités. Le meilleur exemple est sans doute celui de José Júlio, au départ simple commerçant ambulant dans la région d'Almeirim, qui réussit à se tailler un empire de 3 millions d'hectares en accumulant de nombreux titres de propriété ou de *posse*¹⁹. La plupart de ces titres étaient illégaux pour plus d'un motif, notamment parce que les terrains en question étaient déjà occupés par les familles clientes. Mais le conflit sous-jacent à cette contradiction ne risquait pas d'exploser à cette époque : le patron avait en effet besoin de ses clients pour effectuer la collecte des produits et pour contrôler l'espace et empêcher ses concurrents d'accéder aux ressources. L'appropriation foncière ne cherchait qu'à renforcer ce monopole et non à changer le mode d'occupation.

On peut donc parler d'un véritable cycle extractiviste qui concerne toute l'Amazonie et dure environ un siècle et demi, du début du XIX^e siècle aux années 1950. Si, dans l'ensemble, le latex en est incontestablement le produit phare (mais aussi celui dont le déclin a été le plus spectaculaire et le plus précoce) sur la rive gauche de l'Amazone, divers produits sont mis en avant, sans d'ailleurs atteindre un niveau d'activité particulièrement élevé. Autour de 1912, par exemple, selon les statistiques de Lecoite, la région représente environ un tiers de la noix du Brésil exportée par le

18. P. Lecoite, *L'Amazonie brésilienne : les pays, ses habitants, ses ressources, notes et statistiques jusqu'en 1920*, Paris, A. Challamel, 1922, p. 456-457.

19. A. Greissing, « La Région du Jari, un laboratoire en Amazonie », thèse de doctorat, Paris, université Sorbonne Nouvelle-Paris 3, 2010 ; F.-M. Le Tourneau, *Le Jari, géohistoire d'un grand fleuve amazonien*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

Pará (cf. tableau 3 ci-après). Moins florissant, ce cycle sera plus long que celui du caoutchouc, car les produits récoltés ne seront pas concurrencés par les productions asiatiques. L'extractivisme demeure donc, à côté de l'agriculture de subsistance, l'activité économique principale de la rive nord de l'Amazone jusqu'aux années 1960.

Tableau 3. Exportations de noix du Brésil
en fonction des régions d'embarquement, 1908-1914

	1908 (en hl)	% du total	1912 (en hl)	% du total	1914 (en hl)	% du total
Rive gauche de l'Amazonie	80 403	49,02 %	99 536	30,36 %	115 796	32,48 %
<i>Alenquer</i>	42 324	25,8 %	1 234	0,37 %	20 725	5,81 %
<i>Jari</i>	7 142	4,35 %	7 604	2,32 %	11 740	3,29 %
<i>Trombetas</i>	21 255	12,96 %	53 419	16,3 %	57 334	16,09 %
<i>Óbidos</i>	9 682	5,9 %	37 279	11,37 %	25 997	7,29 %
Production totale commercialisée par le Pará	163 936	49,02 %	327 613	30,36 %	356 202	32,48 %

Source : P. Lecointe, *op. cit.*, p. 462.

En parallèle des collectes, d'autres activités se développent ou apparaissent. C'est le cas en premier lieu de l'élevage, d'abord bovin, puis également de buffles à partir de la fin du ^{xix}e siècle. C'est le cas aussi du commerce du bois de chauffe pour la navigation à vapeur, dont l'intensité croît rapidement dans le dernier tiers du ^{xix}e siècle du fait à la fois de l'ouverture à la navigation internationale de l'Amazone, imposée au Brésil en 1866 et du commerce florissant du latex jusqu'en 1912²⁰. Dans les deux cas, ce sont presque exclusivement les terrains situés à proximité du grand fleuve qui sont concernés. La chasse à visée commerciale est aussi une activité importante. Les *caboclos* vendent de nombreux produits venant des lacs (peaux de crocodiles, chair de *pirarucu* ou de

20. Jules Crevaux mentionne ainsi l'existence d'une ligne remontant régulièrement le Jari dès 1879 (cf. J. Crevaux, *Voyages dans l'Amérique du Sud*, Paris, Hachette, 1883, p. 134).

lamantin) ou des forêts lointaines (peaux de jaguar, plumes), forêts dans lesquelles ils séjournent parfois pendant des mois, tuant plusieurs centaines d'animaux par expédition.

Quelques tentatives sont menées pour dynamiser l'activité économique, en particulier l'agriculture. En 1894, dans la région de Monte Alegre, une colonie agricole est créée par le gouvernement fédéral pour accueillir des migrants espagnols. Dans la même région, une grande étendue de terre (400 000 ha) est concédée dans les années 1920 à une entreprise japonaise, également pour y installer des colonies agricoles. Enfin, en 1943, la Colonie agricole nationale du Pará est créée au même endroit, devant accueillir en principe plus de 3 500 agriculteurs. Mais son démarrage est très lent. La vallée de l'Amazone demeure donc plutôt étrangère aux politiques de modernisation initiées par le gouvernement Vargas avec la mise sur pied d'un fonds fédéral spécial (1946) et la création de la Surintendance de valorisation de l'Amazonie (1953), puis par le gouvernement Kubitschek avec les chantiers des routes Belém-Brasília et Brasília-Acre. À Serra do Navio, seule une enclave industrielle est constituée, pour l'exploitation d'un gisement de manganèse, par une *joint-venture* comprenant une grande part de capital américain²¹. Mais cette installation, qui comprend le pôle d'exploitation à Serra do Navio et un chemin de fer le reliant au port de Santana, demeure une enclave fermée et n'entraîne presque aucune modification de la structure régionale.

Les grands projets des années 1970-1980

Dans les années 1960, le déclin du cycle des produits de la forêt est total. Leurs prix s'effondrent et les productions déclinent, ce d'autant plus que le gouvernement fédéral interdit en 1967 la chasse à visée commerciale et le commerce des peaux, privant ainsi de source de revenus toute la partie de la population *cabocla* qui en vivait. Seule l'activité d'orpaillage sur le cours supérieur des rivières qui descendent du bouclier des Guyanes demeure une activité dynamique, mais encore assez confidentielle.

21. J. A. Drummond et M. de A. P. Pereira, *O Amapá nos tempos do manganês: um estudo sobre o desenvolvimento de um estado amazônico, 1943-2000*, Rio de Janeiro, Garamond, 2007.

C'est l'action du gouvernement fédéral, alors exercé par les militaires, qui va en réalité déclencher un nouveau cycle économique. Afin d'extirper la région de son isolement, vu comme une vulnérabilité potentielle pour l'intégrité territoriale du Brésil, mais aussi pour tirer parti des ressources minières dont on commence à mieux soupçonner l'existence, le gouvernement fédéral trace un vaste plan d'intégration de l'Amazonie au reste du pays. Celui-ci concerne plus directement le sud de la région, dans lequel les grandes routes Belém-Brasília et Brasília-Acre avaient déjà ouvert la voie ; mais la rive nord de l'Amazone est également concernée par certains de ces efforts.

En premier lieu, une ouverture par la route est envisagée. Le gouvernement prévoit de créer la route Perimetral Norte ou BR-210, parallèle à l'Amazone, qui devra relier l'Atlantique à la frontière avec la Colombie. Cette route, dont le tracé se situe plus de 250 km au nord du cours de l'Amazone, doit être rejointe par plusieurs tronçons nord-sud, notamment un partant de la Cachoeira Porteira, dans le Trombetas. Ces projets ne verront cependant que des débuts de réalisation. Ils sont en effet trop dispendieux et tardifs, le Brésil commençant dès le milieu des années 1970 à sentir les effets de la crise pétrolière et le ralentissement de sa croissance économique.

La seconde catégorie d'efforts entrepris par le gouvernement consiste en l'incitation à l'implantation d'enclaves industrielles dans plusieurs régions. On pense ainsi au projet Jari, mis en place à partir de 1969, mais aussi à l'ensemble de la chaîne de production d'aluminium comprenant la mine de Porto Trombetas et le complexe industriel de Barcarena, instauré à la fin des années 1970. La philosophie de chacun de ces projets est cependant bien différente. Le premier rejoint la stratégie globale définie pour la région amazonienne, à savoir la recherche – sous-traitée à l'initiative privée – d'une transformation économique et sociale radicale. Le second se contente de mettre en valeur des ressources naturelles disponibles et de proposer un outil industriel à des fins essentiellement d'exportation, soit vers le sud du pays, soit vers l'étranger. Parmi les autres tentatives pour l'utilisation des ressources naturelles, on note encore le vaste projet de cartographie de l'Amazonie dénommé Radam, puis une série d'études de la Compagnie nationale de recherche minière. S'ils ne débouchent sur d'autres réalisations concrètes que celle de la mine du Trombetas, ces efforts permettent une meilleure connaissance du sous-sol dont les orpailleurs tireront avantage. Le front d'orpillage dans le haut des

principales rivières prend en effet des allures de petite ruée vers l'or, mais aussi vers d'autres minerais, comme la tantalite ou la cassitérite.

Enfin, le gouvernement militaire réactive les efforts de colonisation agricole dans la région. Mais son action est bien plus modeste que dans le sud de l'Amazonie, puisqu'il se contente de reprendre le lotissement de Monte Alegre en y installant de nouveaux colons. Une action aussi timide est paradoxale dans la mesure où la « fédéralisation » des terrains situés autour des routes projetées lui avait apporté un gigantesque patrimoine foncier ; mais les difficultés d'accès l'ont dissuadé de tenter la même expérience de colonisation que sur la route Transamazonienne.

Bien que limités dans leur extension, les projets du gouvernement militaire modifient en profondeur la configuration géographique de la rive gauche de l'Amazone. Deux nouvelles villes, des *company towns*, y apparaissent : Monte Dourado, sur le Jari, et Porto Trombetas, sur la rivière Trombetas. Des villes spontanées émergent aussi, comme Laranjal do Jari, en face de Monte Dourado. Les villes existantes, elles, voient une croissance importante du fait des flux migratoires qui se mettent en place, soit à l'initiative des entreprises qui ont besoin de main-d'œuvre pour commencer leurs chantiers, soit spontanément, la rumeur de possibilité d'emploi ou d'accès à des terres dans la région s'étant largement répandue au Brésil. Allié à une fécondité locale importante, ce mouvement entraîne une forte croissance démographique : de 1950 à 1990, la population de la région passe de 113 000 à presque 445 000 habitants. Mais en plus de cette croissance, une mutation importante se produit puisque la proportion entre la population urbaine et la population rurale s'inverse, la première passant de moins de 25 % à plus de 80 %.

Il faut noter que ces politiques de transformation par les grands projets ne sont pas sans créer d'effets sur les populations locales. Les grands projets sont souvent réalisés sans prendre en compte les populations et, d'une manière générale, la « modernisation » proposée entraîne une concurrence plus importante pour les ressources naturelles, et surtout pour les terres : la croissance de l'élevage bovin et la constitution de grandes exploitations agricoles (*fazendas*) entraînent la perte de l'accès à de larges zones et les grands projets eux-mêmes expulsent des habitants pour s'implanter. Se sentant vulnérables, les populations rurales cherchent alors à s'organiser. Leur prise de conscience doit aussi beaucoup à l'action des religieux catholiques qui interviennent, partout en Amazonie, dans l'esprit de la théologie de la libération. Ils incitent les familles dispersées à se regrouper

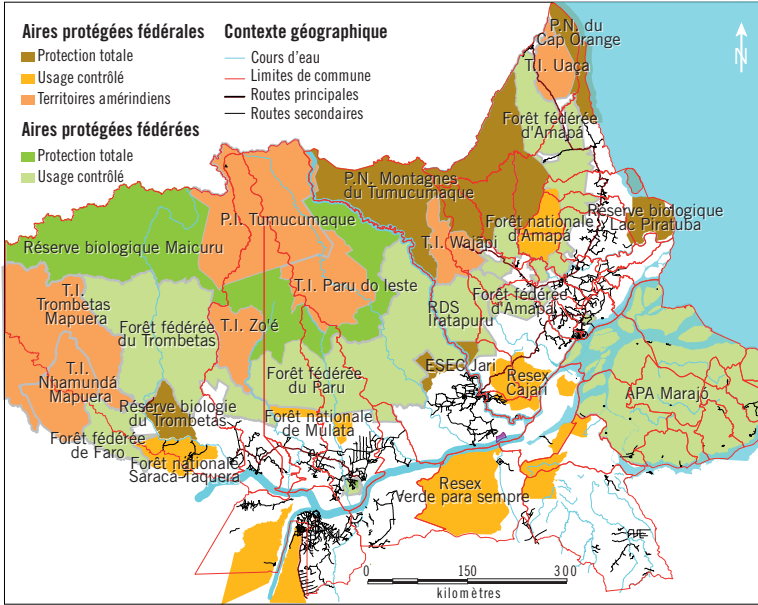
dans des « communautés » (selon le modèle des Communautés ecclésiales de base ou CEB), à la fois organisations religieuses et instruments politiques qui leur permettent de peser sur les décisions les concernant, en particulier au niveau local. Ainsi, un vaste mouvement de transformation de l'habitat rural s'initie à la fin des années 1970, qui voit la création de milliers de nouvelles communautés et la disparition d'une grande partie de l'habitat dispersé qui caractérisait jusque-là les régions amazoniennes.

La protection de l'environnement : un nouveau cycle ?

Malgré la présence de deux enclaves industrielles, le développement d'une demi-douzaine de petites villes et le passage de plusieurs fronts d'exploitation des ressources naturelles (en particulier le front d'orpailage dans les années 1970-1980), la rive gauche de l'Amazone apparaît au début des années 1990 comme une région particulièrement préservée sur le plan environnemental. La déforestation, en particulier, y est presque anecdotique : 12 227 km² pour une région de plus de 325 000 km², dus principalement au projet Jari et à la colonisation agricole dans la région Monte Alegre/Alenquer. Pour cette raison, au moment où il se trouve de plus en plus pressé de faire des gestes en faveur de l'environnement, le Brésil (et le gouvernement fédéré du Pará qui reprendra la même stratégie au début des années 2000) trouve dans cette zone un vaste réservoir lui permettant de créer des unités de conservation de plusieurs types. Ces unités viennent s'ajouter à quelques pièces qui avaient déjà été constituées dans les décennies antérieures, en particulier dans les régions du Trombetas et du Jari (cf. chapitre II).

Les revendications foncières des populations traditionnelles participent à ce découpage de l'espace. À partir des années 1990, de nombreux territoires sont alloués aux populations descendant des Noirs-Marrons, notamment dans la vallée du Trombetas. Dans les années 2000, afin de clarifier la question foncière, le gouvernement fédéral crée une série de lotissements de réforme agraire gérés de manière collective (*Projeto de Assentamento Agroextrativista* ou PAE) afin de légaliser la présence de dizaines de communautés riveraines de l'Amazone.

Carte 3. La mosaïque d'aires protégées de la rive nord de l'Amazonie



Source : MMA. © FMLT.

Au total, la rive nord de l'Amazonie abrite donc aujourd'hui plus de 260000 km² de réserves de tous types, comprenant à la fois des régions de protection totale, des aires de protection de l'environnement permettant un usage contrôlé, des territoires dévolus aux Amérindiens, d'autres aux populations *quilombolas* et d'autres encore aux populations riveraines dans le cadre de la réforme agraire (cf. carte 3 ci-dessus et tableau 4 ci-après). D'une manière générale, plus on se rapproche du fleuve Amazonie et plus les unités de conservation autorisent des activités économiques, tandis que plus on se rapproche de la frontière nord du Brésil et plus ces unités de conservation imposent des restrictions d'accès et d'usage. On ne peut pas dire que cette mosaïque réponde à un plan d'ensemble, mais force est de constater que les administrations qui l'ont mise en place obéissaient à une orientation générale commune.

Tableau 4. Surface des différents types d'aires protégées de la région de la rive gauche de l'Amazonie

Types d'aires protégées	Surface
Aire de protection totale	99 705 km ²
Aire de protection d'usage contrôlé <i>dont RDS et Resex</i>	89 877 km ² <i>15 904 km²</i>
Territoires amérindiens	60 140 km ²
Territoires <i>quilombolas</i>	4 132 km ²
Lotissements agro-extractivistes	6 823 km ²
Total	260 677 km²

D'une certaine manière, il est possible de considérer que la protection de l'environnement constitue un nouveau cycle pour la rive nord de l'Amazonie. Elle entraîne en effet une redistribution des activités, l'apparition de nouveaux acteurs (institutions du gouvernement liées à l'environnement, mais aussi ONG et financeurs internationaux) et crée un nouveau système de règles d'usage de l'espace et des ressources qui recompose le territoire en profondeur avec un contrôle accru des règles environnementales. Dans ce contexte, les sociétés traditionnelles ont été obligées de prendre position. Dans la plupart des cas, elles ont adopté le discours écologique pour des raisons stratégiques, car il s'est avéré être une arme puissante pour faire avancer les revendications foncières (cf. introduction). La compatibilité entre les activités de ces populations et les nouvelles règles, ainsi que la manière dont l'usage de l'espace est redéfini dans ce nouveau contexte, constituent l'un des enjeux du projet Usart et seront abordées en détail tout au long des prochains chapitres.

Un espace propice à l'étude des populations traditionnelles amazoniennes

De par sa formation historique, cet espace est particulièrement intéressant pour l'étude des populations traditionnelles telles que nous les avons définies en introduction, à la fois par la connexion du territoire avec le reste du Brésil et par sa marginalité. D'un côté en effet, il ne s'agit en aucun cas d'un isolat, car les sociétés qui le peuplent – à l'exception

des groupes amérindiens repliés en général assez en amont sur les grands fleuves, pour être préservés – sont bien le produit de la colonisation portugaise et du métissage qu'elle a entraîné entre les Amérindiens regroupés autour des missions, les colons européens, en général peu nombreux, et les esclaves noirs déportés d'Afrique. C'est par ce métissage que s'est créée la base culturelle, mais aussi économique, des populations rurales, essentiellement à partir d'une petite agriculture de subsistance fondée sur la culture du manioc et sur l'extraction de produits de la forêt à destination des circuits commerciaux d'exportation. Il s'agit donc d'une zone très représentative des *caboclos* amazoniens.

Mais d'un autre côté, à la différence, par exemple, du sud de l'État du Pará, la rive nord de l'Amazone a été assez préservée des mouvements de modernisation économique et des bouleversements qu'ils ont entraînés. Si des pôles de développement ont été mis en place, ils sont demeurés des enclaves et n'ont pas été associés à une colonisation à grande échelle, comme cela a été le cas sur la Transamazonienne ou dans le Rondônia. En conséquence, les populations traditionnelles de la région ont pu absorber les chocs successifs auxquels elles ont été soumises et développer des réponses adaptées, toujours sous pression, certes, mais dans des conditions moins dramatiques que dans bien d'autres régions.

En témoigne, aujourd'hui, l'importance des surfaces réservées aux populations traditionnelles dans la région que nous considérons : presque 100 000 km², sans compter les territoires amérindiens. De ce point de vue, la question centrale de notre recherche, à savoir la relation entre ces populations et leurs territoires, apparaît donc bien fondée.